



RAPPORT D'ACHEVEMENT DE L'AVANT PROJET

« Identification d'un projet sur la prise en compte du Genre dans le développement des actions de lutte contre le déboisement et la dégradation des forêts, ainsi que l'amélioration du bien-être des communautés tributaires des forêts et des autres écosystèmes en Afrique du Centre et de l'Ouest »

Pays hôte : CAMEROUN

Nom de l'Agence d'Exécution : Réseau des Femmes Africaines pour la Gestion Communautaire des Forêts (REFACOF)

BP 791 EDEA, Cameroun
Tel. /Fax: + 237 33 46 44 73; GSM: +237 99 91 96 23/ 77 42 72 95
Email: refacofsecretariat@gmail.com

Numéro d'ordre : RED-PPD-074-12 Rev.1

Date de lancement du projet : 24 Juin 2013

Durée du projet (an) : 06 mois

Coût du projet (\$ EU) : 126 739

Nom de la coordonnatrice du projet : Mme Cécile NDJEBET, Ingénieur agronome, Forestière sociale, Présidente REFACOF

Personnel technique du projet

N°	Noms et prénoms/qualifications <i>Name and qualifications</i>	Structure/fonction <i>Organisation/function</i>	Fonction dans la mise en œuvre <i>Implementation function</i>	Adresses (Boîte postal, emails, téléphones, skype) <i>Address (PO Box, email, phone number, skype)</i>
1	Mme Cécile NDJEBET Ingénieur agronome, Forestière sociale (M. Sc.)	- Présidente du REFACOF - Coordinatrice nationale de Cam-Eco	Coordonnateur de l'avant-projet	cndjebet@yahoo.com (237) 99 91 96 23
2	Mme NGA ONANA Hortense DESS en Sciences de l'Environnement	Point Focal Cam-Eco à Yaoundé	Superviseur technique du projet	h_ngono@yahoo.fr (237) 99 63 82 39
3	NOUNGA Emmanuel Michel Conseiller en Environnement	Responsable du Programme Environnement à Cam-Eco	Responsable des études sur le terrain	(237) 77 42 72 95 noungaemma@gmail.com
4	NTAMACK Paul Comptable	Comptable à Cam-Eco	Comptable du projet	jpntamack@yahoo.fr
5	Nathalie Colombe Bayiha Assistante de Direction	Administratrice financière	Administrateur du projet	colombebayis@yahoo.fr
6	Mme Ophélie OWONO – MBENG	Chef de Département Socio-économique de l'ONG FENSED Point Focal REFACOF Gabon	Coordonnatrice du Projet au Gabon	oowono@yahoo.fr
7	Mrs Julie T.B. WEAH	Director, Foundation for Community Initiatives REFACOF Vice President Liberia	Project Coordinator, Liberia	fcommunityinitiatives@yahoo.com
8	Mme Sylvie Chantal SEKOLA	Directrice de l'ONG FFD, RCA	Coordonnatrice du Projet en RCA	sekolachantal@yahoo.fr
9	Mr. NGASSE Georges	Ingénieur en Chef des eaux et Forêts DEA gestion de l'environnement	Consultant RCA	
10	Nadia NYIONDI		Consultante Cameroun	nadiabonguen@yahoo.fr
11	Mme EYANG EFFA Edwige		Consultante Gabon	eyang_efa_edwige@yahoo.fr Tel : (+241) 07 57 18 27/ 06 03 83 62;
12	Silas KPANAN AYOUNG Siakor		Consultant Libéria	
14	Mme Mary NYUYINWI		Consultante Internationale	mnyuyinwi@gmail.com (237) 77780499

Suivi administratif du projet :

Il est effectué suivant l'organigramme ci-après :

- MINFOF Project Officer
- MINFOF Regional Project Officer
- Point Focal au sein de la Division de la Coopération et de la Programmation MINFOF (suivi-évaluation)
- Point Focal du REFACOF (collaboration avec toutes ces administrations)

Le lieu et la date où le rapport a été produit: Edéa, Cameroun, le 03 avril 2014.

Table des matières

1. RESUME ANALYTIQUE DU PROJET	4
1.1 Identification du Projet	4
2. OBJECTIFS ET PRODUITS OBTENUS	5
3. STRATEGIE D'EXECUTION DU PROJET.....	5
4. PERFORMANCES RÉALISÉES.....	7
4.1- Calendrier d'exécution du projet.....	7
4.2- Performances réalisées	7
5. RESULTATS DU PROJET, PARTICIPATION DES BENEFICIAIRES VISES	7
6. BILAN ET ANALYSE.....	9
7. ENSEIGNEMENTS DEGAGES.....	10
8. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS.....	11
ANNEXES	12
Etat de trésorerie du projet.....	Error! Bookmark not defined.
Etat financier (en US dollars)	Error! Bookmark not defined.

Annexes :

- Termes de références du Consultant national ;
- Rapport de l'atelier de validation du document de projet ;
- Note de synthèse des études au Cameroun, Gabon, RCA au Liberia ;
- Rapport de l'état des lieux au Cameroun, au Gabon, au Liberia et en RCA
- Document de projet.

1. RESUME ANALYTIQUE DU PROJET

1.1 Identification du Projet

1.1.1 Contexte

L'avant Projet « *Identification d'un projet sur la prise en compte du Genre dans le développement des actions de lutte contre le déboisement et la dégradation des forêts, ainsi que l'amélioration du bien-être des communautés tributaires des forêts et des autres écosystèmes en Afrique du Centre et de l'Ouest* », a été soumis à l'OIBT pour financement, par le Gouvernement du Cameroun, dans le cadre de l'appel à proposition du Programme thématique REDDES.

L'avant projet a été élaboré et mis en œuvre par le Réseau des Femmes Africaines pour la Gestion Communautaire des Forêts (REFACOF) dans le cadre de la mise en œuvre de son plan d'action 2011- 2015.

Les études menées au Cameroun, au Libéria, en République Centrafricaine et au Gabon ont permis au REFACOF de principalement identifier les besoins de renforcement des capacités des femmes pour faire face aux défis du changement climatique et de les transcrire dans un document de projet à transmettre à l'OIBT pour financement.

1.1.2 Origines et problème

Le présent avant projet a été initié comme une esquisse de solution au manque de données de base sur les facteurs/causes du déboisement et de la dégradation des forêts ainsi qu'au manque des capacités des femmes pour contribuer efficacement à la lutte contre les changements climatiques.

En effet, les activités menées par les femmes, pour la pratique de l'agriculture, la collecte des produits forestiers non ligneux et la recherche du bois de chauffe se pratiquent essentiellement au niveau des écosystèmes forestiers particulièrement dans les pas du Bassin du Congo. Les pratiques utilisées par les femmes sont variables d'un écosystème à un autre. Avec l'avènement des changements climatiques, celles-ci sont taxées de pratiques non durables. Les femmes sont ainsi ciblées comme responsables du déboisement et de la dégradation des forêts. Cependant, il manque encore dans la plupart des pays membres du REFACOF et membres de l'OIBT, des statistiques et des études qui ont fait ressortir le degré de responsabilités des femmes dans le déboisement et la dégradation des forêts.

D'autre part, alors qu'elles sont les principales victimes des impacts négatifs des changements climatiques, les femmes manquent des capacités techniques, financières et organisationnelles pour faire face à ces phénomènes. Les causes des changements climatiques, le rôle des femmes dans le déboisement et la dégradation des forêts restent très peu compris par les femmes elles mêmes. De même, les femmes de l'Afrique du Centre et de l'Ouest restent très marginalement prises en compte dans les stratégies de lutte contre les changements climatiques.

Le REFACOF a ainsi saisi l'opportunité offerte par le programme thématique REDDES (La réduction du déboisement et de la dégradation des forêts et la valorisation des services environnementaux des forêts tropicales) de l'OIBT pour mettre en œuvre les activités inscrites dans l'avant projet.

La mise en œuvre de l'avant projet dans 4 pays membres du REFACOF à savoir le Cameroun, le Gabon, le Liberia et la République Centrafricaine a aidé à améliorer la compréhension sur les

principaux facteurs/causes de déboisement et de dégradation des forêts. Les données collectées ont également permis d'avoir les données qualitatives sur le rôle des femmes dans le déboisement et la dégradation des forêts ainsi que la relation entre les changements climatiques et la paupérisation des femmes africaines membres du REFACOF.

Les propositions issues de la mise en œuvre de l'avant projet ont abouti à la formulation d'un projet régional tel que prévu. Ce projet intitulé « *Projet de prise en compte du genre dans le développement des actions de lutte contre le déboisement et la dégradation des forêts, ainsi que l'amélioration du bien-être des communautés tributaires des forêts et des autres écosystèmes en Afrique du Centre et de l'Ouest* » sera soumis à l'OIBT pour financement

1.2 Objectifs et produits obtenus

L'objectif de développement de l'avant projet est de contribuer à la lutte contre les changements climatiques dans les pays d'Afrique du Centre et de l'Ouest.

L'objectif spécifique était de formuler une proposition de projet renforçant la prise en compte du Genre dans le développement des actions de lutte contre le déboisement et la dégradation des forêts, ainsi que l'amélioration du bien-être des communautés tributaires des forêts et des autres écosystèmes en Afrique du Centre et de l'Ouest.

Deux produits étaient attendus à l'issue de la mise en œuvre des activités et ils ont été entièrement obtenus :

Produit 1 : L'état des lieux relatif au Genre dans le déboisement et la dégradation des forêts a été réalisé et les données rendues disponibles pour le Cameroun, la République Centrafricaine, le Gabon et le Libéria.

Produit 2 : Une proposition complète de projet a été élaborée et sera soumise au Secrétariat de l'OIBT.

2. STRATEGIE D'EXECUTION DU PROJET

L'approche de mise en œuvre de cet avant projet a obéi aux contours des objectifs spécifiques recherchés et est restée conforme à la méthodologie de mise en œuvre décrite dans l'avant projet.

Ainsi, pour atteindre le Produit 1 relatif à l'état des lieux dans les 4 pays, c'est à dire le Cameroun, au Gabon, en RCA et au Libéria, 4 consultants nationaux ont été recrutés. Sur la base des critères ressortis dans le cahier de charge, et spécialement l'expertise des postulant(e)s, deux Consultantes (femmes) ont été recrutées au Cameroun et au Gabon ; par contre au Liberia et en RCA, le choix a porté sur deux Consultants (hommes).

Chaque consultant a élaboré une méthodologie de travail assortie d'un calendrier opérationnel. A la suite de la validation de ce calendrier, le/la consultant(e) a procédé à la collecte des informations dans des sites choisis. La participation et l'implication de la population à la base et plus particulièrement des femmes ont été requises.

Dans chaque pays, cette prestation était suivie de très près par le Point Focal REFACOF du Pays. Elle a été suivie d'une réunion de validation des rapports des études au niveau national. Cette rencontre de validation regroupait des responsables de l'administration forestière, les organisations de la société civile, les communautés locales et autochtones, les chefs traditionnels ainsi que quelques élus locaux.

Ensuite, chaque consultant national a soumis son rapport à la Consultante internationale chargée de l'élaboration du document de projet. Les rapports des consultants nationaux ont constitué la matière première pour les travaux de la consultante internationale. Cette dernière a fait la synthèse de toutes les données issues des travaux nationaux et elle a élaboré un Document de synthèse. Dans ce document de synthèse, la consultante internationale a fait ressortir les similitudes dans les 4 pays ainsi que les spécificités de chacun des pays. A partir de cette analyse elle a formulé quelques recommandations à l'endroit des acteurs de la gestion des ressources naturelles. Le document de synthèse a été très important pour la formulation du document de projet.

Dans chaque pays, la réalisation de l'état des lieux par chaque consultant a été soumise au respect du contenu des termes de références assignés. Ces termes de référence sont joints comme annexes au présent rapport.

Concernant le Produit 2 qui portait sur la formulation et la validation d'une proposition de projet complète, la Consultante internationale recrutée dans le cadre de la mise en œuvre de l'avant projet avait la responsabilité de l'élaboration du document de projet à soumettre à l'OIBT. Sur la base du document de synthèse des 4 rapports nationaux, un atelier régional de formulation et de validation du document de projet régional a été organisé à Edéa au Cameroun par le Secrétariat permanent du réseau et les membres du REFACOF.

Tout le programme planifié a été entièrement couvert. La particularité des travaux réside du fait que les participant(e)s ont souhaité participer directement à la formulation du projet. Ainsi, à la suite de la présentation du Canevas OIBT sur la formulation des projets faite par le Représentant de la DCP-MINFOF, la Partie 2 portant sur « Argumentaire et objectifs du projet » et la Partie 3 sur la « Description des interventions du projet » ont été élaborées à travers une série de travaux de groupe suivis des restitutions en plénière. Le processus a été très participatif et cela a favorisé une meilleure appropriation du projet avant sa soumission au secrétariat de l'OIBT.

L'atelier régional a regroupé non seulement les membres du REFACOF, mais également la DCP du MINFOF, les représentant(e)s des administrations locales, les partenaires au développement, quelques élus locaux et les communautés locales.

L'atelier régional a donné lieu à une version provisoire du projet et des recommandations à l'endroit de la Consultante internationale pour la finalisation du document. Après l'intégration des remarques, enrichissements et informations fournies par les études pays, la Consultante internationale a finalisé le document de projet et celui-ci sera transmis à l'OIBT à travers le Ministère des Forêts et de la Faune du Cameroun.

Tout au long de la mise en œuvre des activités, nous avons pu relever que:

- Les méthodes participatives ont été privilégiées à l'exemple du diagnostic participatif et des ateliers de présentation des études dans chaque pays.
- Les Consultants recrutés ont travaillé en collaboration étroite avec tous les acteurs (acteurs étatiques, organisations de la société civile, partenaires du REFACOF) ; et toutes les autres parties (communautés locales, organisations paysannes, etc.)
- La grande mobilisation et l'implication des membres du REFACOF.

3. PERFORMANCES RÉALISÉES

3.1- Calendrier d'exécution du projet

- Date de lancement du projet : 24 juin 2013
- La durée initiale de l'avant projet était de six (06) mois.

3.2- Performances réalisées

Au terme de l'exécution du projet, toutes les activités planifiées ont été réalisées. Nous estimons l'atteinte des deux produits à 100%.

La réalisation des activités prévues ne s'est pas effectuée sans contraintes. Le projet a connu un grand retard dans sa mise en œuvre. La raison principale de ce retard a été l'instabilité politique et l'insécurité en RCA. Le Consultant recruté pour la réalisation de l'étude s'est vu obligé de se réfugier dans un endroit sécurisé pendant plusieurs mois avec sa famille pour leur sécurité. La coordination du projet est restée sans nouvelles du Consultant pendant plusieurs semaines et a même craint pour sa vie. Ne pouvant pas clôturer l'avant projet sans la partie sur la RCA, nous avons été obligés d'attendre que la situation se calme et que le Consultant puisse se remettre au travail. Cette situation d'instabilité en RCA a fortement influencé la mise en œuvre globale du projet qui a connu un retard considérable.

4. RESULTATS DU PROJET, PARTICIPATION DES BENEFICIAIRES VISES

Deux produits étaient attendus à l'issue de la mise en œuvre des activités. Produit 1 : L'état des lieux relatif au Genre dans le déboisement et la dégradation des forêts a été réalisé et les données rendues disponibles pour le Cameroun, la République Centrafricaine, le Gabon et le Libéria. Produit 2 : Une proposition complète de projet a été élaborée et sera soumise au Secrétariat de l'OIBT. Ces deux produits ont été entièrement atteints.

Par rapport au Produit 1, les informations ont été collectées auprès d'une diversité d'acteurs dans chaque pays. Les Consultants ont identifié les zones sur la base de leurs expériences, la maîtrise des zones ciblées, les activités qui s'y déroulent en lien avec la problématique de l'étude, l'accès à ces zones et la disponibilité des informations de qualité qui s'y trouvaient, etc. Dans chaque pays couvert, malgré les problèmes d'insécurité en RCA, les personnes ayant pris part à la collecte des informations sur le terrain et à la restitution de ces données se recrutaient parmi les groupes d'acteurs suivants : (1) les administrations sectorielles, notamment l'administration en charge des forêts, de l'environnement, de l'agriculture, de la promotion des femmes, des questions foncières et de la planification ; (2) les femmes ; (3) les peuples autochtones ; (4) les chefferies traditionnelles ; (5) les chercheurs et universités ; et (5) les organisations de la société civile.

Globalement, les études de cas ont fait ressortir les éléments très pertinents entre autres :

- Les femmes sont exclusivement très actives dans la cueillette, l'exploitation et la commercialisation des produits forestiers non-ligneux (PFNL) et au niveau des petites et moyennes entreprises (PME) à travers les entreprises forestières communautaires
- Les femmes sont conscientes des impacts du changement climatiques particulièrement sur les activités agricoles. Elles développent au quotidien, des stratégies d'adaptation et contribuent aux objectifs de conservation des ressources forestières
- Les femmes ont d'une part des connaissances limitées sur les mécanismes sur le changement climatique tel que la REDD+ ; d'autre part, elles ne sont pas impliquées dans les processus de prise de décisions et leurs intérêts ne sont pas pris en compte dans les politiques et stratégies nationales sur la REDD+.
- L'absence d'une politique effective d'implication des femmes dans les stratégies d'utilisation durable des ressources forestières, l'insuffisance de la promotion d'activités génératrices de revenus, et l'insécurité foncière sont autant de contraintes à une gouvernance forestière équitable et durable

Pour le projet 2, le document de projet issu de l'avant projet a été élaboré de façon très participative. Les Points Focaux du REFACOF, l'administration forestière et les autres administrations, les Maires et les communautés locales ont pris part à la formulation de ce projet. Au lieu que la Consultante internationale développe le projet et le soumette aux participant(e)s pendant l'atelier régional, l'approche a plutôt été de permettre aux participant(e)s, sur la base des données des états de lieu de faire l'analyse du problème, de dégager la problématique, formuler les objectifs et les actions à entreprendre. L'atelier a ainsi permis d'avoir une mouture du projet. C'est cette mouture du projet que la Consultante internationale a utilisée pour la formulation de la version définitive du projet. Le Document du projet ainsi élaboré a été transmis au MINFOF qui devait le transmettre à l'OIBT et solliciter l'OIBT à le financer.

Au delà des deux (02) résultats qui étaient attendus à l'issue de la mise en œuvre du projet et qui ont été entièrement atteints, nous pouvons ajouter l'élaboration du Document de synthèse des études. C'est un document très important et qui a amélioré la qualité des résultats de cet avant-projet. C'est une valeur ajoutée très importante car ce document à lui seul suffit pour comprendre les contextes, le rôle des femmes dans le déboisement et la dégradation des forêts ainsi que les interactions entre les différents acteurs.

En plus de ces résultats, nous avons remarqué une forte mobilisation des femmes et leur engouement à s'impliquer dans les activités du projet. Nous avons également pu percevoir une prise de conscience de plusieurs parties prenantes non seulement sur les impacts négatifs des changements climatiques d'une part, mais également sur le rôle qu'elles jouent dans l'accentuation ou l'atténuation de ces impacts d'autre part.

Par ailleurs, le projet a été une opportunité pour la plupart des parties prenantes d'améliorer leur compréhension sur les mécanismes REDD+ et changement climatique ; mais surtout de comprendre la relation entre la gestion forestière, la REDD+ et le changement climatique. Le projet a également été une occasion pour que chaque groupe d'acteurs puisse prendre position en faveur de la lutte contre la déforestation et la dégradation des forêts. La mobilisation a été forte partout où les études ont été menées. Toutes les personnes ciblées et invitées ont répondu favorablement et pris part aux différentes étapes de la mise en œuvre de l'avant projet.

L'administration forestière dans les quatre pays couverts par l'avant projet a joué un rôle particulièrement important. Elle a accompagné le Point Focal du REFACOF et le/la Consultant(e) dans la réalisation technique des activités.

5. BILAN ET ANALYSE

A l'issue de la mise en œuvre du présent projet, c'est avec beaucoup de satisfaction que nous confirmons que les résultats atteints ont effectivement permis d'avoir des informations sur le rôle des femmes dans le déboisement et la dégradation des forêts. Les états des lieux réalisés dans les quatre (04) pays ont pu démontrer le type d'activités menées par les femmes et par les hommes. De manière générale, les femmes sont plus impliquées dans les activités d'agriculture vivrière et maraichère, de cueillette, de collecte, d'exploitation et de commercialisation des PFNL. Elles pratiquent aussi une agriculture itinérante sur brûlis et les superficies cultivées par elles mises ensemble peuvent être importantes. De même, le mode de collecte de certains PFNL peut être dangereux pour la survie de ces espèces même comme il n'y a pas encore de données scientifiques fiables à ce sujet.

D'autre part, les études menées confirment qu'en Afrique Centrale et Occidentale, les activités menées par les femmes dans la gestion des ressources naturelles peuvent avoir des impacts à la fois favorables et défavorables sur le déboisement et la dégradation des forêts. Ce constat mérite qu'une attention particulière soit donnée à ce groupe d'acteurs pour que la lutte contre les changements climatiques soit efficace. Comme prévu, les informations collectées au niveau des 4 pays ont permis la formulation d'un projet qui devra aider à améliorer non seulement la prise en compte du Genre dans les stratégies, programmes et projets REDD&CC, mais également de renforcer les capacités des femmes afin qu'elles améliorent leur contribution dans la gestion durable des forêts et la lutte contre les changements climatiques.

L'échéancier de l'avant projet a connu un retard important du fait des difficultés avec la RCA mais aussi un démarrage assez retardé par les procédures au niveau de l'administration forestière. Au lieu de six mois comme initialement planifié, les activités ont plutôt couvert une période de dix mois.

Au niveau de la participation, les administrations forestières des pays directement concernés par le projet ont été impliquées et l'ensemble des membres du REFACOF présents dans 13 pays d'Afrique ont contribué aux réflexions et à la formulation du projet. Un atelier régional d'environ 30 personnes et 04 ateliers nationaux au niveau des pays ont été organisés. Par ailleurs les travaux des consultants sur le terrain ont permis la réalisation des rencontres d'échanges, les discussions en petits groupes et par groupes d'acteurs et des interviews ont été organisés pour la collecte des données et la restitution des données collectées.

La pérennisation du projet sera assurée à travers trois acquis :

- (1) L'acquis institutionnel : Le document de projet a été élaboré avec la participation de toutes les parties prenantes qui s'en sont appropriées et se reconnaissent parfaitement à travers son contenu. Le REFACOF et l'OIBT vont capitaliser les résultats et les produits.
- (2) L'acquis organisationnel : l'existence des Points focaux REFACOF au niveau des pays a facilité les relations de collaboration avec les administrations forestières des

pays, les processus de recrutement des consultants, le suivi des travaux des consultants et la mobilisation et sensibilisation des autres acteurs nationaux.

- (3) L'engagement de l'OIBT, l'engouement observé ainsi que la motivation des communautés et des femmes permettent de croire à la poursuite de cette initiative.

Il est à croire que si le projet issu du présent avant projet est financé, l'engouement, la motivation, et la participation effective de toutes les parties prenantes vont constituer un acquis dans la mise en œuvre des activités de ce projet.

En attendant, les études pays réalisées et le document de synthèse de ces études élaboré sont des outils importants pour l'information et la sensibilisation des gouvernements, de l'OIBT et des autres institutions œuvrant pour une gestion durable des forêts et la lutte contre la pauvreté en Afrique du Centre et de l'Ouest.

Dépenses effectives

Le projet d'un montant total de **126.739** \$EU a été financé à partir de deux contributions :

- la contribution de l'OIBT d'une valeur de **101.117** \$ EU, entièrement dépensée ;
- la contribution de l'agence d'exécution, le REFACOF, d'une valeur de **25.622** \$EU, entièrement dépensée.

6. ENSEIGNEMENTS DEGAGES

Au terme de la mise en œuvre cet avant projet, trois (03) enseignements majeurs peuvent être dégagés :

- (a) Il ressort clairement que le genre est très faiblement pris en compte de façon concrète et spécifique dans la plupart des législations en matière de gestion forestière, et notamment dans les thématiques émergentes telles que la REDD+. Le concept Genre est encore très peu connu, très peu compris et très peu mis en œuvre. Ceci justifie le faible niveau de connaissance et d'implication des femmes dans la réglementation et les mécanismes liés au Changement Climatique tels que REDD, PSE, MDP, APV-FLEGT etc.
- (b) Concernant le déboisement et la dégradation des forêts, les états des lieux ont montré que les femmes contribuent également à ces phénomènes ; mais leurs impacts sont encore très peu perceptibles négativement en comparaison avec ceux des autres acteurs. Il se dégage la nécessité de poursuivre l'analyse et faire ressortir l'échelle à laquelle on peut considérer les femmes comme moteurs de la déforestation et de la dégradation des forêts.
- (c) L'avant projet vient également de faire ressortir l'absence d'une expertise féminine nationale de qualité en matière de Genre, REDD et Changement Climatique. De même que l'insuffisance de capacités techniques, organisationnelles, financières, matérielles et logistiques des femmes pour la promotion des entreprises forestières communautaires à fort potentiel économique et à faible impact sur les forêts et les autres écosystèmes forestiers.

Nous sommes convaincus que si le projet formulé est financé, les principaux problèmes soulevés dans les états de lieux devront connaître un début de solution. Ce sera ainsi une contribution importante non seulement à la lutte contre la dégradation et le déboisement, mais

aussi à la pérennité sociale et économique et au bien-être des populations tributaires des forêts. Les femmes pourraient contribuer de manière plus importante à la valorisation de la forêt par le moyen de sa restauration et de sa réhabilitation ainsi que par la rémunération des services environnementaux qu'elle fournit du fait du développement simultané des actions de conservation des ressources des forêts, de production agricole, et de commerce que ces femmes seront susceptibles d'assurer.

7. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

La mise en œuvre de l'avant-projet intitulé « Identification d'un projet sur la prise en compte du Genre dans le développement des actions de lutte contre le déboisement et la dégradation des forêts, ainsi que l'amélioration du bien-être des communautés tributaires des forêts et des autres écosystèmes en Afrique du Centre et de l'Ouest », a connu un grand succès aussi bien en termes techniques que sur la participation des parties prenantes. Le projet intitulé « **Projet de prise en compte du Genre dans le développement des actions de lutte contre le déboisement et la dégradation des forêts, ainsi que l'amélioration du bien-être des communautés tributaires des forêts et des autres écosystèmes en Afrique Centrale** » a été formulé, finalisé et transmis au Ministère des Forêts et de la Faune (MINFOF) du Cameroun. Ce projet a obtenu un accord du gouvernement du Cameroun qui devrait normalement le soumettre à l'OIBT pour financement dans les prochains jours. Ce projet qui va couvrir 4 pays d'Afrique Centrale a pour objectif d'améliorer la contribution des femmes dans la lutte contre les changements climatiques et la pauvreté en Afrique Centrale. Trois produits sont attendus à l'issue de la mise en œuvre du projet à savoir : (1) Les capacités des femmes sont renforcées en matière de genre, tenure, REDD, et changement climatique ; (2) Les femmes participent et sont représentées dans les instances de prise de décisions aux niveaux national et local et leurs intérêts sont pris en compte dans les lois et mécanismes de changement climatique et dans la gouvernance locale ; et (3) Le niveau de vie des femmes s'est amélioré grâce au développement d'une économie locale communautaire de faible impact sur les écosystèmes forestiers.

Le principal souhait est que ce projet soit financé pour une contribution efficace du REFACOF à la capacitation de la femme dans la lutte contre les changements climatiques et la mise en œuvre de la REDD+ d'une part, d'autre part pour une prise en compte effective des femmes dans ces mécanismes. Il s'agit là d'un préalable important des actions efficaces et efficientes de ces processus.

ANNEXES

ETAT FINANCIER (en US Dollar)							
Project No.: RED-PPD 074/12 Rev.1 (F)					Période : 31 juillet 2014		
Project Title: «Identification d'un Projet sur la Prise en Compte du Genre dans le Développement des Actions de Lutte Contre le Déboisement et de la Dégradation des Forêts, ainsi que l'Amélioration du Bien-être des Communautés Tributaires des Forêts et des Autres Ecosystèmes en Afrique du Centre et de l'Ouest»							
Composante budgétaire		Description	Approved	Expenditures To-date			Available
			Amount	Accrued	Expended	Total	Funds
			(A)	(B)	(C)	(D)	(E)
						{B + C}	{A - D}
10	13,1	Consultant national	3600		3600	3600	0
	14,1	Consultant international	20000		20000	20000	0
	13,1	Consultant national	10800		10800	10800	0
	12,2	Modération	444		444	444	0
	11,1	Coordinateur de l'Avant projet	3333		3333	3333	0
30	33,3	Transport	1244		1244	1244	0
	33,2	Transport local	11665		11709	11709	-44
	32,3	Transport international	18333		18410	18410	-77
	31,3	Hébergement	2222		2833	2833	-611
40	41,1	Location salle	222		222	222	0
50	54,1	Matériel de réunion	334		334	334	0
	54	Fourniture de bureau	667		667	667	0
	53	Production et diffusion du rapport	4444		4445	4445	-1
	53	Frais de téléphone internet	667		667	667	0
	53	Eau et électricité	500		500	500	0
60	63	Imprévus	3418		2685	2685	733
	61	Déjeuner des participants	1333		1333	1333	0
	61	Indemnité terrain	4836		4833	4833	3
	61	Déplacement terrain Cadre	667		667	667	0
80	81	Suivi et examen OIBT	3000				3000
	83	Frais OIBT appui à l'avant Projet (8% du poste 10 à 81)	9388				9388
GRAND TOTAL:			101117		88726	88726	12391

ETAT DE TRESORERIE DU PROJET

Project No.: RED-PPD 074/12 Rev.1 (F)		Période : 31 juillet 2014			
Project Title: "Identification d'un Projet sur la Prise en Compte du Genre dans le Développement des Actions de Lutte Contre le Déboisement et de la Dégradation des Forêts, ainsi que l'Amélioration du Bien-être des Communautés Tributaires des Forêts et des Autres Ecosystèmes en Afrique du Centre et de l'Ouest"					
Composante budgétaire	Rubrique	Référence	Date	Cumul Recettes/Dépenses en US\$	En FCFA
	Première tranche		Juillet 2013	70 000	34 444 200
	Deuxième tranche			18 726	8 848 481
	Total des fonds recus (A) :			88 726	43 292 681
	Description				
10	13,1	Consultant national		3600	1 620 000
	14,1	Consultant international		20 000	9 000 000
	13,1	Consultant national		10 800	4 860 000
	12,2	Modération		444	199 800
	11,1	Coordinateur de l'Avant projet		3 333	1 499 850
30	33,3	Transport		1 244	559 800
	33,2	Transport local		11 709	5 269 050
	32,3	Transport international		18 410	8 284 500
	31,3	Hébergement		2 833	1 274 850
40	41,1	Location salle		222	99 900
50	54,1	Matériel de réunion		334	150 300
	54	Fourniture de bureau		667	300150
	53	Production et diffusion du rapport		4445	2 000 250
	53	Frais de téléphone internet		667	300 150
	53	Eau et électricité		500	225 000
60	63	Imprévus		2 685	1 208 250
	61	Déjeuner des participants		1 333	599 850
	61	Indemnité terrain		4 836	2 176 200
	61	Déplacement terrain Cadre		667	300150
TOTAL DES DEPENSES (B):				88 726	39 928 050
BALANCE (A) - (B)				0	3 364 631

ANNEXE 1

TERMES DE REFERENCE DU CONSULTANT NATIONAL

I. Objectif

Réaliser les études et enquêtes préliminaires en vue de réaliser un diagnostic permettant de produire les données sur les facteurs de déboisement et de dégradation des forêts et émettre des recommandations mettant en lumière les capacités des femmes à contribuer efficacement à la lutte contre les changements climatiques au Cameroun

II. Responsabilités du consultant :

1. Répertorier les documents d'analyse de genre qui existent particulièrement la stratégie nationale genre et voir comment les questions de genre/ femmes sont prises en compte ou pas. Identifier les stratégies d'amélioration du bien-être des femmes mise en place par le gouvernement ?

2. Faire une analyse de genre des politiques et programmes nationaux de gestion des forêts. (Cibler les documents clés)

- Analyser des textes législatifs et réglementaires (droit moderne) et droit coutumier régissant le foncier et les ressources forestières avec un accent sur la place de la femme : atouts et faiblesses ;
- Analyser les documents des programmes nationaux de gestion des forêts.

Orientations :

- o Pour l'analyse des différentes politiques et documents sur les programmes nationaux il faudrait en un paragraphe ou deux mentionnant:
 - le titre du document
 - les objectifs
 - le contexte dans lequel le document en question a été rédigé
 - ce qui est dit sur les femmes. Ici il faudrait citer tel quel, les phrases ou paragraphes où la notion de « femmes » ou « genre » est mentionnée. En copiant les citations, il faudrait donner les pages pour référence (la consultante internationale se chargera de l'analyse des citations).
 - Ce qui n'est pas dit sur le genre ou les femmes. Ici l'hypothèse est que la plupart des documents de gestion des forêts sont neutres ou « aveugles » sur les questions de genre c'est-à-dire les différences entre les hommes et les femmes, sur les mêmes opportunités qui sont données aux hommes et aux femmes, de la reconnaissance du rôle des femmes ainsi que de leurs contraintes et droits. Donc il est important en consultant un document de dire si oui ou non le document est neutre/ aveugle et jusqu'à quel niveau.
- o Quelles sont les stratégies d'amélioration du bien-être des femmes mise en place par le gouvernement ?
 - Analyser la place (pouvoir de décision) de la femme dans les associations travaillant dans le domaine des ressources forestières (GIC, association etc.);

- Evaluer le droit d'accès des femmes à l'exploitation des ressources forestières naturelles et à la propriété foncière ;
- Analyser l'accès à l'information juridique, aux institutions et procédures légales : quelles possibilités pour les femmes à pouvoir sécuriser leurs ressources foncières et forestières ?
- Faire des propositions sur la base de l'avis des répondants et de l'expérience de l'expert pour une meilleure prise en compte du genre dans la tenure foncière et forestière.

3. Produire des données statistiques sur le rôle des femmes dans la gestion des forêts : - en tant qu'actrices de déboisement et dégradation ; et – en tant que préservatrice des forêts

- Identifier les différentes zones écologiques et agro-écologiques du pays ? Quelles sont les zones les plus dégradées ? Est-ce que les femmes ont contribué à cette dégradation ?
- Identifier les zones où les femmes sont plus impliquées dans la gestion des produits forestiers ;
- Collecter les données permettant de déterminer le niveau de contribution des activités menées par la femme aux émissions de Gaz à Effet de Serres (GES) dans les secteurs de l'agriculture, de la foresterie et du changement d'affectation des terres dans le pays dans ces zones;
 - o Les types de pratiques agricoles utilisées par les femmes qui contribuent à la déforestation, quelle contribution au développement économique et social des femmes ?
 - o Les techniques d'exploitation forestière par les femmes qui contribuent à la déforestation
 - o Quelles sont les différentes pratiques d'exploitation des ressources forestières par les femmes qui contribuent à la dégradation et à la déforestation ?
 - o Le rôle des femmes dans la collecte, l'exploitation et la commercialisation des produits forestiers non ligneux (PFNL), identifier les PFNL exploités, comment les PFNL contribuent au développement économique et social des femmes ?
- Evaluer les impacts de la dégradation et de la déforestation sur les femmes ;
- Analyser l'impact des changements climatiques sur la production agricole et les PFNL en milieu rural et l'incidence sur les femmes ;
- Evaluer le rôle des femmes comme championnes dans l'adaptation et l'atténuation des changements climatiques,
 - o Informer sur le rôle de la Femme en tant que gestionnaires des forêts (i.e. qui font une gestion rationnelle des ressources) ;
 - o Evaluer le rôle des femmes dans le reboisement et la régénération des ressources forestières ;
 - o Les femmes comme victimes/ vulnérables au changement climatique et ce qui fait qu'elles contribuent davantage à la dégradation et à la déforestation ;
 - o Identifier les défis auxquelles font face les femmes qui font qu'elles s'adonnent à des pratiques de déforestation et de dégradation ;
- Informer sur leurs rôles, leurs perceptions et stratégie d'adaptation/mitigation : diagnostic participatif des questions relatives à la gestion forestières ;
- Informer sur la perception des femmes des initiatives REDD ainsi que leurs efforts d'y contribuer.
- Evaluer la prise en compte du genre dans la mise en œuvre des politiques REDD ;

N.B : Etudes de cas. Collecter des données et faire de petites illustrations sur les thèmes majeurs ci-dessus. Il faudrait cibler des zones et des cas et justifier le choix. Il faudrait énumérer les études de cas qui peuvent renseigner sur les thèmes/ hypothèses ci-dessus.

4. identifier des opportunités de renforcement des capacités des femmes dans la gestion des ressources forestières.

- Renseigner sur les opportunités qui existent pour les femmes sur les domaines suivants.
 - o La foresterie communautaire
 - o Les paiements pour les services environnementaux (PSE)
 - o La REDD+
 - o L'agroforesterie
 - o Les programmes nationaux de gestion des forêts (par exemple les programmes de reboisement, etc.)

5. Faire la présentation des résultats de l'étude pour validation aux différentes parties consultées et autres experts nationaux en vue d'accroître la robustesse des résultats.

III. Le mandat du consultant consistera essentiellement à :

- Proposer un plan de travail et une méthodologie de travail ;
- Elaborer et proposer des fiches d'enquêtes à valider par la Consultante Internationale;
- Conduire les enquêtes sur le terrain ;
- Rédiger les rapports intermédiaires et le rapport final ;
- Participer à l'organisation de l'atelier de validation et présentation les résultats saillants de ses activités.

IV. Produits attendus :

- Un plan de travail et une méthodologie de travail
- Des fiches d'enquêtes
- 01 rapport intermédiaire au plus tard le 5 novembre 2013
- 01 rapport de validation de l'étude au plus tard le 30 novembre 2013
- 01 rapport final de l'étude au plus tard le 20 décembre 2013

Durée du contrat : 03 mois, pour la période allant du 15 septembre 2013 au 20 décembre 2013

Montant : 1 500 000 FCFA